

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°21 - VENDREDI 16 JANVIER 2009

Education nationale : défendons-là !

Le 17 janvier aura lieu la première grande mobilisation pour l'Education nationale de cette année 2009. Souhaitons-nous un peu de bonheur en ce début d'année : qu'elle soit le point de départ d'un mouvement social massif qui fasse définitivement plier Darcos !

Rappelons ici les raisons de la mobilisation : un budget pour l'éducation qui impose la suppression de milliers de postes (80 000 à l'horizon 2012) à tous les niveaux (primaire, secondaire, supérieur) et dans tous les services (surveillance, enseignement, agents techniques et administratifs). De ce budget frileux découle une régression des conditions d'enseignement : dans le secondaire, enseignement « à la carte » avec réduction du nombre d'heures pour les élèves, dévalorisation de la valeur des diplômes d'enseignement professionnel ; dans le primaire, remise en cause de l'enseignement en classe maternelle, nouveaux programmes imposés sans concertation, réduction du nombre d'heures et suppression des RASED ⁽¹⁾. Alors oui, on trouvera bien quelques points positifs (comme le soutien personnalisé aux élèves), mais il ne s'agit que de dispositifs périphériques pour faire passer la pilule du gros de la réforme, la destruction des milliers de postes. Bref, la casse du service public, pour le rendre inefficace et mieux servir l'enseignement privé. Et pour mieux faire passer tout ça, une propagande idéologique : les professeurs en grève sont de mauvais professeurs. Les lycéens en action sont manipulés par les enseignants et les syndicats. Il est impossible de réformer l'Education nationale, ce « milieu intouchable ».

Alors que les enseignants et les élèves sont les premiers à demander des réformes, afin de rendre l'école plus efficace. Pour réformer l'école, voici quelques pistes : tout d'abord, la réforme doit se construire de façon démocratique (et pas par en haut, sans concertation) par les premiers intéressés, c'est-à-dire les représentants des personnels enseignants, des parents d'élèves et des élèves. Ensuite, il faut réduire la masse de travail des enseignants : moins les classes sont surchargées, plus les enseignements sont efficaces. A 25 élèves, il est impossible pour un enseignant de suivre de façon personnalisée l'élève en difficulté. Ce n'est pas en détruisant les postes qu'on atteint cet objectif. Enfin, il faut axer sur la formation des enseignants ; or, la casse de l'IUFM ne va pas dans ce sens. Car, contrairement à ce que certains prétendent, enseigner n'est pas un don inné, cela s'apprend...

1. Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficultés

LE MERLE MOQUEUR

Pour remercier le petit contribuable d'avoir sauvé à hauteur de plusieurs dizaines de milliards le système qui l'étrangle au jour le jour, le gouvernement n'a pas eu d'autre choix que de baisser le taux de l'épargne populaire. D'une main, on nous vole, de l'autre, on nous gifle. Estimons-nous heureux, après cela, qu'un minimum de politesse de la part de nos dirigeants fasse encore qu'ils ne nous crachent pas à la figure. ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

- [Rien ne peut empêcher l'union](#)
- [Souffrance au travail - document](#)
- [Faire force des appels](#)
- [Lisa, fondements et buts](#)

● **ALEXANDRE BERGH**
enseignant en Seine-Saint-Denis

Alors que le comité Balladur « pour la réforme des collectivités locales », mis en place par Nicolas Sarkozy, poursuit ses travaux prévus pour durer trois mois, l'analyse des contradictions auxquelles sont confrontées les collectivités territoriales permet de constater des brèches sérieuses dans le mécano idéologique et politique des libéraux. Tentative d'approche globale.

HAUSSE DES DÉPENSES ÉDUCATIVES ET SOCIALES

Communes, Départements et Régions sont confrontés depuis maintenant des années, et plus particulièrement depuis 2004, à de sérieuses difficultés financières.

Premièrement, les dépenses sociales, qui constituent une large part des budgets des collectivités connaissent une augmentation continue et importante (quoique différenciée selon les niveaux de collectivités, leurs caractéristiques sociodémographiques, leur situation économique...), qui n'a aucune raison de se tarir dans un avenir proche, loin s'en faut.

Les collectivités ont aussi en charge une partie importante des filets sociaux que constituent de nombreuses aides financières. Une croissance continue de ces dépenses est constatée de longue date, y compris dans les périodes de croissance économique, dont une partie des catégories défavorisées ne bénéficie pas et s'enfoncent au contraire dans le cumul des handicaps – sociaux, économiques... – accentués par les discriminations liées aux origines notamment.

Ensuite, les collectivités locales ont été amenées à conduire des efforts d'investissement très conséquents, par exemple en matière d'école primaire pour les Communes, de collèges pour les Départements et de lycées pour les Régions, sur fond de besoin de renouvellement des équipements – longtemps différé – et d'exigences accrues des communautés scolaires.

NOUVELLES COMPÉTENCES, NOUVELLES PRESTATIONS

On peut citer au titre de ces compétences nouvelles celles liées à la mise en œuvre de la loi du 11 février 2005 pour

l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, qui va produire maintenant des effets importants, notamment avec la montée en charge d'une nouvelle prestation de droit commun : la prestation de compensation du handicap (PCH). Créée au 1^{er} janvier 2006,

constitue le nouveau pivot de la politique du handicap, destiné à offrir un accès unique aux droits et aux prestations.

Là encore, les moyens nécessaires pour le développement de ce dispositif d'utilité sociale considérable et incontournable seront très importants, et les

LE CADRAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FRANCE

Nicolas Sarkozy a énoncé six questions posées au comité Balladur :

- 1-** la clarification des compétences, entre collectivités bien sûr, mais également entre l'Etat et les collectivités
- 2-** la simplification des structures, au niveau communal et intercommunal, comme au niveau des départements et des régions
- 3** les ressources financières des collectivités afin de garantir une réelle responsabilisation de chaque acteur
- 4-** la taille de nos collectivités, dans le contexte d'une compétition européenne croissante ainsi que la question des grandes métropoles
- 5-** la diversification des solutions selon les territoires, je pense notamment à l'Ile-de-France
- 6-** la question des élus locaux et de l'écart entre les responsabilités qu'ils assument et la gratification pas seulement financière, qu'ils en retirent

la PCH se substitue à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), déjà à la charge des Départements depuis les premières lois de décentralisation. Si jusqu'à présent sa mise en œuvre a été lente, elle couvrira à terme un volume de personnes bien plus large, du fait de la suppression de la condition de ressource par rapport à l'ACTP.

Chaque fois que le législateur confie aux collectivités la mise en œuvre de nouvelles prestations, celles-ci dans le même temps, mettent en place des dispositifs qui leur sont liés : par exemple, la création des Maisons départementales des personnes handicapées, dont les départements assument la tutelle administra-

compensations de l'Etat ne couvriront qu'une partie des dépenses. En effet, les Départements ont dû prendre la mesure des moyens nécessaires, notamment en personnel, pour en finir avec le scandale d'une gestion par l'ancienne COTOREP qui confine à la négligence, avec des retards accumulés incroyablement longs pour l'examen des droits des personnes.

Au total, l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS) envisage «une dynamique de croissance forte à compter de 2009», en raison de la prise en charge des «conséquences financières de la mise en œuvre du train de réformes engagé depuis 2005

(soutien aux personnes handicapées, protection de l'enfance...), ainsi que le coût de la réforme des tutelles, et celui de la généralisation du revenu de solidarité active (RSA). Ils seront, de plus, confrontés à une augmentation inéluctable du financement de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), compte tenu des perspectives démographiques de notre pays». Point important : les progressions de dépenses doivent s'envisager sur le court, le moyen et le long terme, les évolutions démographiques en cours modifiant en profondeur les besoins, sans parler des exigences croissantes d'efficacité sociale et de qualité.

TRANSFERTS DE COMPÉTENCES, TRANSFERTS DE CHARGES

Pour les Départements, ces transferts concernent en particulier trois domaines à effets financiers considérables : la gestion du RMI (effective depuis le 1^{er} janvier 2004), le transfert des personnels techniques des collèges (effectif depuis le 1^{er} janvier 2006) et le transfert d'une partie des routes nationales et des personnels des directions départementales de l'Etat (effectif au 1^{er} janvier 2007) qui en avaient la charge.

Chacun de ces transferts a conduit et va conduire à une hausse considérable des dépenses publiques, cela pour différentes raisons. D'abord, les transferts de moyens sont insuffisamment compensés par l'Etat, à mille lieues de son engagement à couvrir les dépenses : cet engagement ne valait que pour ceux qui ont voulu y croire (il n'a jamais fait illusion parmi les élus locaux). Les collectivités locales n'ont d'autres choix qu'abonder mécaniquement face à la croissance des besoins : l'accès au RMI est un droit garanti par la loi...

BESOINS DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI PUBLIC

On doit ajouter à l'ensemble de ces éléments, qui concernent des politiques déjà engagées, que de très nombreux emplois publics ou parapublics devront, dans les années qui viennent, être créés, et cela dans des domaines si variés que l'on peut considérer qu'il ne s'agit pas là

d'exceptions dans un ensemble d'évolutions différenciées mais de phénomènes structurels. Il en est ainsi dans le domaine des aides à la personne, de l'accompagnement des personnes âgées et des personnes handicapées en établissement...

RECETTES EXSANGUES

Les dotations de l'Etat sur la longue durée représentent une part décroissante des budgets, car ceux-ci augmentent fortement. Ainsi, par exemple, la dotation de l'Etat pour le financement des bâtiments des collèges représente aujourd'hui une part dérisoire des dépenses effectives des Départements.

Quant aux impôts, ils posent plusieurs types de difficultés. La taxe d'habitation est le type même d'impôt injuste. Calculée sur la valeur locative moyenne, elle pénalise les familles nombreuses modestes, lorsque celles-ci bénéficient d'un logement de type F4 ou F5. Elle ne prend pas en compte le niveau des revenus (même si les plus défavorisés sont exonérés ou bénéficient d'abattements). C'est ainsi qu'une famille nombreuse ayant un revenu moyen peut payer beaucoup plus cher qu'un célibataire ayant un salaire très élevé dans un appartement de surface moyenne. D'autre part,

la valeur locative moyenne n'a pas été recalculée depuis trente ans, alors que la structure générale des logements a profondément évolué. Pour faire face à

leurs besoins financiers, les collectivités locales n'ont aujourd'hui pas trente-six solutions : elles peuvent ou recourir à l'emprunt, et donc alourdir la dette (alors que beaucoup sont déjà très endettées), ou augmenter drastiquement les impôts, avec des conséquences difficilement mesurables, mais réelles, en termes d'attractivité du territoire.

Tout cela pose la question d'une réforme radicale de la fiscalité locale, pour doter les collectivités des ressources nécessaires à la mise en œuvre de leurs politiques, plutôt que pour sabrer leurs clauses de compétence générale en mettant ainsi en danger le tissu local tout entier et en fragilisant le pacte social. Les principes de redistribution, de solidarité

nationale garantie par l'Etat devraient évidemment être au cœur d'une telle réforme, sauf à accepter la pérennisation des inégalités croissantes et à admettre définitivement les fractures sociales et territoriales actuelles.

RECETTES : INCOMPÉTENCE DES LIBÉRAUX

L'approche des libéraux est assise sur le déni des besoins, sur l'idée que la dépense publique n'est qu'un coût à réduire – et jamais un investissement. Il leur est étranger que la prévention sanitaire, la protection maternelle et infantile, l'aide sociale à l'enfance, la politique des collèges soient des investissements de long terme au bénéfice de l'homme et du monde de l'homme. Ils n'ont aucune idée du rôle absolument déterminant que jouent les collectivités locales pour que le monde de l'homme ne soit pas seulement celui de la compétition économique et de la bourse, mais un monde d'éducation, de culture et d'épanouissement.

En matière de gestion des recettes, les libéraux ont d'ailleurs encore une responsabilité : celle d'avoir fourni les collectivités en produits toxiques, là où rien n'est plus important pour une collectivité contribuant à l'intérêt général que de produire du développement durable. La politique de Dexia, libérale par excellence, est l'antithèse de ce qu'une gestion publique peut souhaiter : une gestion de courte vue, de gains immédiats, là où les collectivités ne cessent d'investir sur le lien social, sur l'éducatif, donc la longue durée (réussite scolaire), sur la structuration des territoires (aménagement, routes...).

VOLONTARISME ILLUSOIRE OU PRAGMATISME ?

Le volontarisme politique peut certes amener à jouer au mécano institutionnel, par exemple en rayant de la carte le conseil général et son Assemblée, ou en jouant au jeu du cumul des mandats de conseiller général et de conseiller régional (alors que de nombreux Conseillers généraux sont maires)... Mais il est irréaliste d'envisager la fin rapide des politiques volontaristes, comme par exemple dans le champ de la culture, sauf à mettre le pays à feu et à sang. Irréaliste aussi ce serait de tenter d'imposer aux collectivités locales une stabilisation de leurs effectifs, ou, pire encore, de les contraindre, ●●●

C'est pourquoi inventer une gestion publique du XXI^e siècle, débarrassée des critères néolibéraux, constitue une nécessité concrète

●●● sur le modèle de l'Etat, à ne pas remplacer un fonctionnaire partant à la retraite sur deux. Ce qui est possible au niveau du service central d'un petit ministère, ou ce qui se fait au niveau du ministère de l'Education nationale au prix politique fort d'une déconsidération de l'Etat auprès d'un million de fonctionnaires – la « petite noblesse d'Etat », comme l'écrivait Pierre Bourdieu, sans connotation péjorative – constitue une piste trop douloureuse pour qu'un homme aussi

«raisonnable» (?) que Monsieur Balladur puisse en assumer la responsabilité.

LES LIBÉRAUX OUT

Voilà donc les contradictions dans lesquelles les libéraux sont plongés aujourd'hui. Leurs discours sont tout simplement irréalistes par rapport à la situation réelle du pays, à la réalité des besoins de la société, à la réalité des collectivités locales... Ces discours peuvent encore commettre des amen-

dements de fin de nuit à l'Assemblée nationale, qui aggraveront encore les difficultés des collectivités locales, mais ils seront impuissants à répondre aux enjeux que nous avons évoqués. C'est pourquoi inventer une gestion publique du XXI^e siècle, débarrassée des critères néolibéraux, constitue une nécessité concrète. En attendant, nous verrons comment le comité Balladur se dépatouille de la carence de propositions des libéraux. ● **GILLES ALFONSI**

CERISES À GAZA par CHRISTOPHE NOUHAUD

Après trois semaines de guerre israélienne à Gaza, sommes-nous parvenus à un tournant ?

Alors que la 3^e phase de la guerre, celle de l'invasion du cœur des villes et des camps de réfugiés, annoncée depuis plusieurs jours est déjà entrée dans les faits, le « plan média » soigneusement concocté par les autorités politiques et militaires d'Israël se fissure peu à peu.

Les données fournies par les sources hospitalières palestiniennes confirment ce que tout le monde pressentait : les 1000 morts palestiniens (le cap a été franchi au 19^e jour de la guerre) sont dans leur très grande majorité des non-combattants : 30 % d'enfants, 10 % de femmes, 10 % de personnes âgées, et parmi les autres, beaucoup d'hommes sans armes.

Le témoignage de la délégation de parlementaires européens (PSE, GUE et Verts) qui est parvenue à entrer à Gaza dans la semaine, comme celui des médecins (français notamment) présents sur place confirment l'ampleur de la tragédie humanitaire et les difficultés extrêmes rencontrées dans les hôpitaux qui doivent prendre en charge les 4500 blessés de ce conflit.

Les révélations d'ONG comme Human Rights Watch attestent de l'utilisation par l'armée israélienne d'armes prohibées par le « droit de la guerre », en zone urbanisée : des bombes au phosphore blanc, qui provoquent d'atroces brûlures. Cette même semaine, des médecins norvégiens ont témoigné de l'expérimentation d'armes de type nouveau, telles les DIME (dense inert metal explosive), qui ont pour effet de briser et de mutiler les corps. Quant aux « bavures », après le bombardement d'écoles de l'ONU dans les camps de réfugiés et de convois humanitaires, la semaine passée, c'est le siège de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés, ainsi que l'hôpital Al Quds de Gaza ville qui ont été touchés.

La réalité des crimes de guerre commis à Gaza prend le pas sur la fiction israélienne d'une guerre presque propre, d'un état civilisé, combattant le terrorisme, soucieux du sort des populations civiles.

Quel sera l'impact de cette défaite israélienne en termes d'image (prévisible dès le début), sur les opinions occidentales et consécutivement sur l'attitude des gouvernements, seuls en mesure de contraindre Israël au cessez-le-feu ? Faut-il s'attendre (comme au Liban en 2006) à une intensification des attaques israéliennes avant que la nouvelle Administration américaine (qui va s'installer le 20 janvier) ne siffle la fin de la partie ?

En Israël même, le consensus de la population juive en faveur de cette guerre (l'opinion des 20 % des citoyens israéliens d'origine palestinienne, solidaires de leurs cousins de Gaza, ne compte hélas pas) n'est toujours pas entamé. On est très loin de l'ébranlement des consciences suite aux massacres de Sabra et Chatila en 1982 et à la répression de la 1^{ère} intifada ou, plus proche de nous, de la colère face au fiasco de l'aventure militaire contre le Hezbollah en 2006.

C'est là sans doute la seule victoire dont peut se prévaloir Israël.

● **C.N.**

À TABLE !

CERISES REPRODUIT «L'APPEL DES APPELS»

« Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, attirons l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur les conséquences sociales désastreuses des réformes hâtivement mises en place ces derniers temps.

A l'université, à l'école, dans les services de soins et de travail social, dans les milieux de la justice, de l'information et de la culture, la souffrance sociale ne cesse de s'accroître. Elle compromet nos métiers et nos missions.

Au nom d'une idéologie de « l'homme économique », le pouvoir défait et recompose nos métiers et nos missions en exposant toujours plus les professionnels et les usagers aux lois « naturelles » du Marché. Cette idéologie s'est révélée catastrophique dans le milieu même des affaires dont elle est issue.

Nous, professionnels du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information et de la culture, refusons qu'une telle idéologie mette maintenant en « faillite » le soin, le travail social, l'éducation, la justice, l'information et la culture. Nous appelons à une coordination nationale de tous ceux qui refusent cette fatalité à se retrouver le 31 janvier 2009 à Paris. »

Rendez-vous sur
www.appeldesappels.org

Cerises est édité

par les Communistes unitaires

contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain

Queues de Cerises : Michèle Kintz,

Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot,

Arnaud Viviant

Avec la collaboration d'Amandine Mathivet et Christophe Nouhaud



Mai-juin 1968 : une configuration de l'espace social inédite

Si depuis plusieurs années les discours en faveur du «devoir de mémoire» sont récurrents parmi la classe politique dominante, et plus généralement chez les «entrepreneurs» de mémoire, il semblerait qu'une certaine amnésie persiste sur des périodes de l'histoire de la France ou tout du moins le souhait de maintenir une hiérarchie – lourde de sens – des faits historiques. C'est notamment le cas de la période de mai-juin 1968 qui constitue pourtant le plus grand mouvement de grève du XX^e siècle. Malgré cela, cette époque souffre de discours réducteurs et caricaturaux, consistant à dire que c'était surtout le reflet d'étudiants gauchistes prônant la liberté sexuelle ou attendant le «Grand Soir». Le numéro 6 de la revue *Savoir/Agir*, nous propose alors de dépasser cette vision et d'aborder la période mai-juin 1968 sous un angle particulier, celui de la rencontre entre ouvriers et étudiants. Les auteurs nous rappellent que si la «Révolution» n'a pas eu lieu, il n'en demeure pas moins que pendant un instant, une configuration inédite de l'espace social s'est observée. Les articles proposés sont nourris de récits autobiographiques provenant d'enquêtes menées à cette époque, mais aussi de travaux actuels, qui rendent compte des rapports entretenus entre deux univers sociaux, marqués par des trajectoires et des codes différents, et qui pour autant se sont côtoyés à cette période. Si une opposition et une rivalité a été prégnante (elle l'est d'ailleurs toujours) entre, d'un côté, ceux que l'on nomme les intellectuels, les «hérétiques» et, d'un autre côté, ceux que l'on regroupe sous le terme de classe populaire ou encore de militants de «base», néanmoins, les auteurs nous rappellent l'existence des «établis», ces étudiants qui quittèrent les amphes pour aller travailler en usine. Sans sombrer dans le discours de l'effacement des frontières sociales, cette rencontre a eu des effets sociaux sur les trajectoires de chacun et a été le moment d'un véritable «métissage» social. Ainsi, l'apport de données empiriques à l'analyse réflexive permet de retracer cette rencontre «improbable» entre deux mondes sociaux, et ainsi de changer le focal afin de rendre compte de cette période clé de l'histoire sociale. Si l'analyse de la rencontre de ces deux groupes nous confirme l'existence des classes sociales, marquées par les ancrages sociaux les auteurs nous invitent également à travailler sur le dépassement des cloisons sociales et à multiplier les rencontres entre le monde ouvrier et celui des intellectuels.

Mai-juin 1968 : la rencontre ouvriers/étudiants, Savoir/Agir, n°6, décembre 2008, 144 p. (15€)
<http://atheles.org/editionsducroquant/revuesavoiragir/>

Direction et stratégie. Le premier Conseil national du PCF depuis la tenue de son congrès en décembre a eu lieu le vendredi 9 janvier. Un nouvel exécutif a été élu par 88 voix sur 148 présents (et 233 membres), résultat qui témoigne d'emblée de la fragilité de la base politique de la nouvelle direction. Les «Unitaires» – Catherine Tricot, Anne Jollet, Bernard Calabuig, Chantal Delmas, Gilles Alfonsi... – sont intervenus pour opposer à la constitution d'un Comité exécutif (CE) homogène, sur fond de concentration croissante des responsabilités entre quelques-uns, la mise en place d'un exécutif pluraliste (donc avec toutes les sensibilités critiques). Ils ont notamment pris position contre la création d'une «coordination nationale» chapeautant l'exécutif, remake non statutaire de l'ancien secrétariat national du Parti. Marie-Pierre Vieu, Isabelle Lorand et Bernard Calabuig ont été élus au CE, le dernier ayant annoncé qu'il y serait porteur de l'option de la transformation et du dépassement du PCF. D'autre part, constatant que jusqu'à présent les intentions unitaires concernant l'échéance européenne ne se sont pas concrétisées, ils ont proposé d'œuvrer sans tarder à la création, du local au national et au-delà, d'un cadre unitaire dédié à la coélaboration avec tous ceux qui le souhaiteront d'une démarche, de contenus, d'une campagne et de listes pour une autre Europe.

Le compte est bon ? Voilà plusieurs semaines que le NPA ne cesse de rappeler à l'ordre ses militant-e-s pour les inviter à retourner au plus vite leur bulletin d'adhésion au Nouveau parti anticapitaliste. Quasi quotidiennement, la newsletter du NPA débarque de manière impromptue sur les boîtes mails afin de rappeler – pour la énième fois – les trois manières de s'arracher la carte de membre fondateur du NPA, celle-ci étant nécessaire pour voter lors du congrès qui doit se tenir le week-end du 6, 7 et 8 février. Aussi, après avoir reporté le congrès d'une semaine, voilà que la date limite de retour des bulletins initialement fixée au 31 décembre a été repoussée au 17 janvier. Un vent de panique soufflerait-il sur la direction de la LCR ? L'objectif affiché des 12000 militant-e-s encarté-e-s pourrait-il être revu à la baisse ? Pour l'heure, l'objec-

tit à atteindre d'ici fin janvier serait de 7000 adhésions. Le compte n'est donc pas bon. Peut-être aussi parce que politiquement, le compte n'y est pas non plus !

Um outro mundo é possível. C'est en portugais que l'édition 2009 du Forum social mondial ouvrira ses portes le 26 janvier à Belem au Brésil (portes de l'Amazonie). Jusqu'au 1^{er} février, succession de débats, de manifestations, d'activités autogérées, séminaires et autres ateliers de travail. «*Le Forum social mondial (FSM) est un espace ouvert de rencontres plurielles, diversifiées, non-gouvernementales et non-partisanes. Ces rencontres stimulent, de manière décentralisée, le débat, la réflexion, la formulation de propositions, l'échange d'expériences et l'articulation entre les organisations et les mouvements engagés dans des actions concrètes pour la construction d'un autre monde, plus solidaire, démocratique et juste, du niveau local à l'échelle internationale.*» Avec ses contradictions aussi. *Cerises* reviendra sur l'événement dans les prochains numéros. Toutes les infos sur www.fsm2009amazonia.org.br

En janvier, mobilisons-nous ! De nombreuses manifestations sont prévues ces jours prochains. Tour d'horizon : Manifestation unitaire pour l'Education, le samedi 17 janvier à 14 h République / Rassemblement de soutien aux six jeunes inculpés lundi 19 janvier à 14h devant le palais de justice de Paris / Manifestation de soutien à la Palestine, le samedi 24 janvier / Grève interprofessionnelle du jeudi 29 janvier.

Européennes : unité – encore – possible et nécessaire. Allons-nous assister en toute passivité à l'éclatement de la gauche de gauche avec ses floraisons de candidatures et ses dispersions de voix ? L'appel de *Politis* pour une Autre Europe veut justement éviter le pire. Aussi une rencontre à l'initiative de *Politis* devrait avoir lieu tout prochainement avec les représentant-e-s des mouvements et partis politiques de la gauche de transformation sociale et écologiste afin d'engager la discussion sur le cadre unitaire des élections européennes de juin prochain. Faut-il encore que l'ensemble des organisations invité-e-s répondent présent.